



Investir dans les compétences pour l'autonomisation socio-économique des femmes en milieu rural

Le développement des compétences est essentiel pour l'amélioration de la productivité rurale, de l'employabilité et des opportunités de revenus, renforçant la sécurité alimentaire et favorisant un développement rural et des moyens de subsistance écologiquement viables. En dépit du rôle majeur joué par les femmes dans l'agriculture et d'autres activités rurales, des barrières plus élevées concernant leur éducation et leur formation limitent leur participation à un travail plus productif et rémunérateur, leur possibilité d'exercer des rôles de direction et de leadership ainsi que leur pleine participation au développement de leurs communautés. Des actions ciblées sont nécessaires pour démanteler ces barrières.

LE SAVIEZ-VOUS ?

- L'éducation et la formation sont des outils puissants pour lutter contre la pauvreté et la faim et pour agir en faveur de l'autonomisation des femmes. Les femmes ayant reçu une éducation sont plus susceptibles d'être en meilleure santé, d'avoir des revenus plus élevés et d'exercer un plus grand pouvoir dans la prise de décision au sein du foyer.¹ Les éléments d'information recueillis dans certains pays d'Afrique² et d'Asie du Sud³ indiquent qu'elles ont également de plus fortes chances de veiller à ce que leurs propres enfants fassent des études, brisant ainsi le cercle de la pauvreté et de la faim.
- Plus des deux tiers des 796 millions de personnes non alphabétisées dans le monde sont des femmes,⁴ dont beaucoup vivent dans des zones rurales. Au Cambodge, 48 % des femmes en milieu rural et 14 % des hommes en milieu rural ne savent pas lire ou écrire.⁵ Au Burkina Faso, le taux d'analphabétisme chez les femmes est de 78 % contre 63 % chez les hommes.⁶ Le taux mondial de fréquentation scolaire au secondaire des filles en milieu rural est de 39 %, contre 45 % pour les garçons en milieu rural (en comparaison avec les taux de 59 % et de 60 %, respectivement, pour les filles et les garçons des zones urbaines).⁷
- Lorsque les femmes bénéficient des mêmes niveaux d'éducation, d'expérience et de moyens de production agricoles que les hommes, il n'y a pas de différences significatives au regard de la productivité entre agriculteurs et agricultrices.⁸
- Les données recueillies en Asie suggèrent qu'une meilleure éducation permet aux travailleurs ruraux de trouver un emploi non agricole bien rémunéré, tandis qu'un manque d'éducation tend à limiter leurs choix aux emplois agricoles et aux emplois non agricoles faiblement rémunérés.⁹
- Dans une perspective de développement, l'investissement dans l'éducation des filles présente le meilleur taux de rendement de tout investissement possible dans les pays en développement :¹⁰ les mères ayant été scolarisées ont moins d'enfants et sont également davantage susceptibles de les envoyer à l'école, rehaussant ainsi la productivité des futures générations, accroissant leurs revenus et générant une croissance durable.¹¹

POURQUOI EST-IL NÉCESSAIRE D'AGIR ?

L'éducation et la formation sont des composantes essentielles de toute stratégie visant à améliorer la productivité agricole et non agricole et à sortir les ménages de la pauvreté. L'apprentissage de technologies et de méthodes de production améliorées, de nouveaux produits et marchés, de compétences nécessaires à l'activité professionnelle et à la vie pratique (par exemple la gestion de la santé, la prise de décision, la confiance en soi, ou la gestion des conflits) peut faire une grande différence.¹² Le développement des compétences est particulièrement important pour les femmes en milieu rural qui sont davantage susceptibles d'être des travailleuses familiales non rémunérées, des agricultrices de subsistance ou de gérer une micro-entreprise dans l'économie informelle ou d'effectuer un travail peu rémunéré et non qualifié en tant que travailleuses saisonnières.¹³ Les femmes ont souvent des besoins en formation différents de ceux des hommes, qui sont liés, d'une part, à leur travail domestique et à leurs responsabilités de soins familiaux, et d'autre part, aux divisions sexospécifiques du travail relatives à la direction ou à l'accomplissement de tâches spécifiques dans la production et la transformation des produits tirés des cultures, de l'élevage, de l'exploitation forestière et de la pêche.

1. Les stéréotypes sexistes dans l'éducation et la formation commencent tôt et s'accroissent

- La scolarisation dans le primaire et le secondaire s'est sensiblement améliorée pour les filles en milieu rural de nombreux pays.⁷ Et pourtant, en règle générale, les filles en milieu rural continuent de souffrir de désavantages en matière d'accès qui tendent à s'accumuler tout au long de leur vie, car l'éducation de base est souvent une condition nécessaire à la poursuite du développement des compétences. Ainsi, les femmes reçoivent moins de formation professionnelle que les hommes.¹³
- Les femmes ont moins de chances que les hommes d'avoir accès aux services de vulgarisation des connaissances agricoles. D'après la dernière enquête officielle disponible (1988), seulement 7 % des services de vulgarisation des connaissances agricoles en Afrique étaient destinés à des agricultrices et, dans tout le personnel de vulgarisation, on ne comptait qu'environ 11 % de femmes.¹⁴
- Les femmes ont moins recours aux systèmes d'apprentissage formels ou informels,¹⁵ qui fonctionnent souvent dans des professions où les hommes dominent.



- Les femmes exerçant une activité indépendante ne sont pas considérées comme des entrepreneurs dans de nombreuses communautés rurales et ont ainsi des difficultés à accéder à une formation et des services de développement de l'entrepreneuriat.

2. Les contraintes sociales, culturelles et économiques peuvent limiter l'éducation et la formation professionnelle des filles et des femmes en milieu rural

- Normes sociales : certains décideurs au sein du foyer ont des attitudes négatives à propos de l'éducation des filles à laquelle ils ne donnent qu'une faible priorité, particulièrement si la rémunération des femmes est inférieure à celle des hommes et si les opportunités d'emploi sont rares. D'autre part, les filles sont considérées comme étant en quelque sorte des « actifs éphémères », dans lesquels il ne vaut pas la peine d'investir sur le long terme, car elles quittent souvent le foyer de leurs parents après leur mariage. Dans la mesure où les familles tendent à dépendre substantiellement de la contribution des filles aux tâches ménagères, telles que la cuisine, le nettoyage et la garde de leurs plus jeunes frères et sœurs, il y a également des coûts d'opportunité plus élevés pour l'éducation des filles dans la beaucoup de cultures.¹⁶

ENCADRÉ 1 Les écoles adaptées aux besoins des filles voient leurs inscriptions monter en flèche au Burkina Faso

Au Burkina Faso, où 73 % des filles ne finissent jamais l'école primaire, le projet BRIGHT (Burkinabé Response to Improve Girls Chances to Succeed - en français Solutions pour Améliorer les Chances de Succès des Filles au Burkina Faso) mis en œuvre par Plan International en 2005-2008, s'est traduit chez les filles par l'augmentation des taux d'inscription et de maintien à l'école, et des taux d'obtention de diplômes, grâce à des environnements propices à l'apprentissage et à des salles de classe adaptées aux besoins des enfants. Le projet BRIGHT a étroitement collaboré avec les communautés locales, qui ont pu acquérir des fournitures et des manuels scolaires, construire des logements pour les enseignants en vue de soutenir le recrutement et la fidélisation des bons enseignants, forer des puits en vue d'assurer aux écoles un approvisionnement en eau potable et construire des toilettes et des lavabos séparés pour les garçons et les filles. Les élèves et les communautés ont également été formés à l'assainissement et à l'hygiène personnelle. Un repas de midi était fourni aux élèves et ceux dont le taux de présence était d'au moins 90 % emportaient une ration alimentaire à leur foyer. Certaines écoles ont mis à la disposition des mères des garderies où elles peuvent laisser leurs plus jeunes enfants, afin que leurs filles aînées puissent aller à l'école pendant qu'elles travaillent dans les champs. Les inscriptions ont souvent dépassé de loin les estimations initiales et certaines classes ont maintenant plus de filles que de garçons.

Source : <http://plan-international.org/what-we-do/education/girl-friendly-schools-see-enrolment-rates-soar>

- Triple charge de travail des femmes : les responsabilités familiales des femmes (les tâches du ménage et de l'exploitation)

limitent le temps qu'elles peuvent consacrer à la formation et aux activités économiques, et peuvent être incompatibles avec des dates et des durées de formation fixes.

- Installations insensibles aux sexospécificités : de longues distances pour se rendre à l'école/dans les centres de formation, l'insuffisance de moyens de transport public, le manque d'hébergements sûrs et accessibles et d'installations sanitaires dans les écoles/centres de formation, ainsi que la rareté du personnel féminin d'enseignement et de formation, sont des facteurs qui peuvent considérablement entraver l'éducation et la formation des femmes dans les zones rurales.
- Coût élevé de programmes d'études inadéquats : des frais plus élevés d'enseignement et de formation peuvent être prohibitifs pour des femmes qui souvent ne disposent que de peu de ressources pécuniaires personnelles et n'ont qu'un pouvoir de négociation limité pour accéder à l'argent du ménage en vue de leur formation. De plus, les programmes d'études et de formation et leurs modalités d'organisation ne sont pas toujours adaptés aux besoins d'apprentissage des femmes.
- Attitudes inappropriées des formateurs : les formateurs et les enseignants ont parfois des attitudes discriminatoires envers les filles et les femmes, lesquelles craignent souvent le harcèlement sexuel et l'insécurité lorsqu'elles fréquentent les écoles et les centres de formation.

3. Un statut de travail inférieur piège les femmes dans un cercle vicieux avec des perspectives de développement limitées

- L'accès limité des femmes en milieu rural aux ressources productives, de plus faibles niveaux d'études, et les normes sociales leur attribuant certaines formes de travail tendent à les confiner à un statut professionnel inférieur, moins rémunéré, où les opportunités de formation qualifiante et de progression professionnelle sont réduites, perpétuant ainsi l'infériorité de leur statut.
- Des modèles répandus d'emplois peu sûrs et d'arrangements contractuels temporaires et précaires dans de nombreuses entreprises rurales découragent les employeurs de proposer une formation aux femmes.
- L'éducation et la formation professionnelles pour les femmes en milieu rural sont souvent limitées à un éventail resserré de domaines dominés par les femmes qui renforcent leurs fonctions et responsabilités traditionnelles. Bien qu'elles améliorent leurs opportunités de générer des revenus, de telles formations limitent leurs chances de tirer parti de domaines plus modernes, non traditionnels, par exemple dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'énergie renouvelable et des exportations agricoles non traditionnelles (EANT). Ces secteurs d'activité peuvent offrir aux femmes des revenus plus élevés, des emplois techniques ou de gestion plus qualifiés¹⁷ et de plus grandes opportunités pour faire face à la dégradation de l'environnement et aux changements climatiques.



Formation à un nouveau matériel en Côte d'Ivoire.

QUELLES SONT LES POLITIQUES POSSIBLES?

Le développement des compétences pour les femmes et les hommes des zones rurales nécessite souvent une combinaison de formation dans des cadres formels (tels que les écoles et les institutions de formation) et non formels (tels que les groupes communautaires, les ONG ou l'apprentissage par la famille et les pairs). Ce développement peut comprendre l'éducation de base, la formation aux compétences professionnelles et nécessaires à la vie pratique, la formation à l'entrepreneuriat et les services de vulgarisation des connaissances agricoles. Les responsables politiques devraient concevoir et mettre en œuvre un ensemble de mesures complémentaires pour traiter les besoins spécifiques des personnes en milieu rural à différents niveaux.

Pour les enfants, le Ministère de l'Éducation devrait collaborer avec les autorités locales et les partenaires concernés dans le but de :

1. Stimuler la participation à l'éducation de base¹⁸ avec des approches sensibles aux questions de genre

Étendre la participation des filles à une éducation de base de qualité et gratuite, sur une base d'égalité avec les garçons en favorisant un environnement d'apprentissage tenant compte des sexospécificités,¹⁶ ce qui comprend :

- Des installations scolaires sûres et des installations sanitaires séparées ; un transport scolaire en toute sécurité et prenant en compte les sexospécificités et/ou la construction d'écoles dans des emplacements stratégiques à proximité des zones mal desservies.
- Un calendrier et des horaires scolaires permettant le travail agricole saisonnier et le travail ménager.
- Des incitations pour que les enseignants (y compris les enseignantes) travaillent dans les zones rurales.
- Une législation et/ou des règlements scolaires contre le harcèlement sexuel¹⁶ et une formation de sensibilisation aux questions de genre pour les enseignants.
- Un programme d'études amélioré qui répond aux réalités rurales : par exemple, combinant une formation agricole et des matières conventionnelles. Les stages pratiques et l'école de terrain pour jeunes agriculteurs au Mozambique, par exemple, dispose de son propre champ d'apprentissage où les élèves font pousser des légumes. Ce « programme d'études local » améliore le régime alimen-

taire en introduisant de nouveaux légumes dans la communauté locale et enseigne aux enfants des compétences pratiques.¹⁹

- L'information pour sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation des filles ainsi que des incitations financières (comme des bons), et/ou non financières (comme les repas à l'école, des rations à emporter à la maison) pour les familles d'enfants scolarisés. La participation des familles et des communautés à la planification et à la gestion des systèmes d'éducation ruraux peut contribuer à s'assurer qu'ils répondent mieux aux besoins et aux aspirations qu'ils ont pour leurs enfants.
- Des programmes d'études sensibles aux questions de genre pour améliorer l'ambiance en classe et « démanteler » les profils stéréotypés des hommes et femmes en milieu rural, qui renforcent les inégalités et les iniquités au sein des ménages et dans le monde du travail.

Pour les jeunes et les adultes, les Ministères de l'Agriculture, du Développement Rural, du Travail et de l'Éducation devraient collaborer étroitement avec les partenaires locaux stratégiques (gouvernements locaux, écoles, institutions privées, services de vulgarisation des connaissances, syndicats d'employeurs) afin de :

2. S'assurer que des stratégies éducatives et de formation ciblées soient incluses dans les politiques nationales

- Développer une stratégie éducative, de formation et de développement de l'entrepreneuriat qui tienne compte des sexospécificités et réponde aux besoins des filles et femmes en milieu rural (suivant la Recommandation de l'OIT concernant la mise en valeur des ressources humaines : Éducation et formation tout au long de la vie, 2004 (No. 195)).
- Établir des objectifs, des indicateurs et des mécanismes d'évaluation clairs pour plani-



Orphelins du VIH/SIDA récoltant des cultures dans un jardin d'une école de terrain pour jeunes agriculteurs de la FAO au Mozambique.

fier et évaluer les programmes d'éducation et de formation à la fois pour les femmes et hommes du milieu rural.²

- Recueillir des statistiques et des données qualitatives ventilées par sexe sur les femmes et hommes des milieux rural et urbain dans l'éducation et les formations qualifiantes afin d'améliorer la conception des programmes et d'évaluer les progrès réalisés.
- Conduire des analyses sensibles aux sexospécificités des opportunités économiques, des évaluations des besoins en compétences correspondants, et s'assurer que le développement des compétences rurales tienne compte des contextes socio-économiques locaux.

3. Augmenter dans les zones rurales la participation à une éducation et une formation techniques et professionnelles qui tiennent compte des questions de genre

- Accroître, dans les zones rurales, la qualité et la quantité des centres d'éducation et de formation professionnelles sensibles aux questions de genre.
- Soutenir, concevoir et mettre en œuvre des initiatives de formation à base communautaire sensibles aux sexospécificités, y compris des formations qualifiantes dans des programmes d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre, particulièrement dans les zones manquant de centres formels d'éducation.
- Développer des stratégies ciblées pour permettre aux femmes en milieu rural d'accéder à une éducation et une formation professionnelles formelles et informelles. Ces stratégies incluent :
 - la réduction des obstacles financiers empêchant les femmes en milieu rural d'accéder à une formation qualifiante (par exemple, par le biais de bourses).
 - la prise en considération du calendrier et de l'emplacement de la formation, et l'élaboration de programmes d'études flexibles qui correspondent aux besoins des femmes en milieu rural.
 - l'accroissement du nombre de formatrices et de femmes agents de vulgarisation agricole, et la sensibilisation aux sexospécificités des formateurs et des autres membres du personnel des institutions de formation (y compris sur des questions liées au harcèlement sexuel et aux stéréotypes liés au genre au sein des ménages et dans le monde du travail).
 - la mise à disposition d'infrastructures et d'installations, y compris l'hébergement,

© FAO/G. Bizzarri

des moyens de transport favorables aux femmes, des services de garderie et des boîtes à outils.

- le développement de programmes d'études qui correspondent aux besoins des femmes en milieu rural, prenant en compte les différentes sortes de connaissances et compétences locales ou autochtones qu'elles possèdent et les complétant avec des connaissances et des technologies actualisées.
- la sensibilisation des femmes en milieu rural, de leurs familles, de leurs communautés et des centres de formation aux avantages de la formation des femmes à des professions non traditionnelles, à l'utilisation des nouvelles technologies et à des professions traditionnellement masculines.
- le développement de mécanismes de transmission des connaissances qui concordent avec les besoins différents des femmes et des hommes dans le milieu rural, comme des unités de formation mobiles, des programmes de vulgarisation des connaissances et l'apprentissage à distance, à l'aide de téléphones portables, de la radio et d'internet.
- l'élaboration d'interventions pour inclure les femmes les plus désavantagées (par exemple femmes avec des handicaps, venant de minorités ethniques, ou celles qui sont associées aux forces armées ou aux ex-combattants).

ENCADRÉ 3 L'ensemble d'outils du Partenariat «Éducation pour les populations rurales» (EPR)

L'ensemble d'outils EPR fournit les matériels éducatifs et de formation pour les agents de vulgarisation des connaissances, les exploitants, les enseignants, les formateurs, et les enfants, les jeunes et les adultes en apprentissage participant à l'éducation rurale formelle et informelle. Il contient des livres pour enfants et des bandes dessinées, des manuels sur les compétences, des guides de planification pour les agents de vulgarisation, les enseignants et les formateurs. Les matériels sont divisés par rubriques (par exemple régime foncier, bétail et pastoralisme, comptabilité) et organisés par niveaux d'études et de formation, incluant le primaire, le secondaire, l'enseignement professionnel et supérieur, l'éducation informelle, la lecture et l'écriture, et les compétences nécessaires à la vie pratique.

Source : Site web FAO ERP / Matériels d'enseignement et de formation – <http://www.fao.org/erp/en/>

- Développer l'accès des femmes du milieu rural à la science, à l'enseignement technique, aux téléphones mobiles, aux ordinateurs et à d'autres technologies de l'information et de la communication, en vue de faciliter leur accès à une éducation et à une formation de qualité, par exemple à travers l'apprentissage à distance. Encourager les filles à étudier les matières techniques, par exemple au moyen de bourses.
- Compléter la formation professionnelle et technique par l'apprentissage du calcul, de la lecture et de l'écriture, pour les femmes en milieu rural qui en ont besoin. Les femmes, en particulier les plus désavantagées, peuvent également avoir besoin d'une formation sur les questions de genre et sur les compétences nécessaires à la vie courante, concernant par exemple la santé et à l'alimentation, le renforcement de la confiance, la négociation et l'exercice du leadership.

ENCADRÉ 2 Les services consultatifs à domicile concourent au maintien des filles à l'école au Cambodge

Au Cambodge, où seulement environ 30 % des garçons et 10 % des filles sont scolarisés dans l'enseignement secondaire, de nombreux parents des zones rurales ne perçoivent pas les bienfaits économiques de la scolarisation, préférant que leurs filles aident aux tâches ménagères ou aux travaux agricoles, ou encore travaillent dans l'industrie de la confection. Au milieu des années 2000, le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, avec le soutien de l'UNICEF, a lancé la « Child-Friendly Schools Initiative » (initiative pour des écoles adaptées aux besoins des enfants). Une de ses composantes majeures implique une recherche au niveau de la communauté afin d'identifier les barrières à l'éducation liées aux questions de genre et déterminer comment accroître la prise de conscience de l'objectif d'égalité des sexes. Pour les classes de fin de primaire, cette initiative fournit des services de conseil à domicile aux filles qui sont susceptibles d'abandonner l'école, ainsi qu'à leurs familles. Des enseignantes et/ou des mères bénévoles servent de « conseillères auprès des filles ». Les enseignants informent une conseillère lorsqu'une élève manque plus de trois jours de classe, et la conseillère rend visite à l'élève afin de déterminer avec elle et ses parents les causes et les solutions appropriées. De nombreuses filles retournent à l'école après une telle session, bien que des actions supplémentaires soient nécessaires car certaines filles ne retournent pas en classe tandis que d'autres abandonnent à nouveau l'école.

Source : UNICEF – http://www.unicef.org/infobycountry/cambodia_39364.html

ENCADRÉ 4 Formation pour les installations solaires dans les zones rurales au Bangladesh

Au Bangladesh, où 70 % de la population manque d'électricité, les femmes sont les plus affectées car elles ont besoin d'énergie pour cuisiner et effectuer d'autres tâches ménagères. Les micro-prêts de Grameen Shakti ont financé l'installation de plus de 100 000 installations solaires domestiques dans les zones rurales et ont apporté à des jeunes et des femmes une formation de techniciens certifiés ainsi qu'en réparation et entretien. Cela a procuré aux femmes des opportunités d'emploi et a amélioré leur vie quotidienne, les systèmes solaires facilitant la création de jeunes entreprises comme des centres de téléphonie mobile, des ateliers de réparation et des entreprises artisanales.

Source : PNUE (2008) : *Emplois verts : Pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone*. PNUE, Nairobi.



© FAO/G. Bizzarri

Exploitantes dans une classe de couture dirigée par une agente de vulgarisation au Pakistan.

- Associer les femmes à des mentors/experts, par le biais de systèmes d'apprentissage. Actualiser les systèmes traditionnels et informels d'apprentissage en améliorant les conditions de travail, en combinant l'apprentissage avec la formation professionnelle formelle ou en créant des liens avec des associations professionnelles.

4. Soutenir l'auto-emploi chez les femmes et encourager les liens entre les systèmes nationaux de formation et les réseaux socio-professionnels

- Combiner la formation technique et la formation à l'entrepreneuriat par exemple via des initiatives à base communautaire, puisque bon nombre de femmes en milieu rural gagnent leur vie grâce à l'auto-emploi.
- Renforcer les capacités des prestataires de services liés à l'entrepreneuriat pour mieux traiter les besoins et les capacités des femmes chefs d'entreprises en milieu rural.
- Fournir des services post-formation tels que l'accès aux programmes de crédit ou d'épargne, les services de développement des entreprises, la formation en conception de produits et en marketing, et établir des liens avec de nouveaux marchés. Les nouveaux marchés, particulièrement les chaînes de valeur, peuvent également procurer aux femmes des opportunités d'adopter de nouvelles technologies et pratiques de production.
- Soutenir les réseaux et les groupes de femmes en milieu rural, comme les coopératives. Les groupes peuvent mener à un apprentissage informel des compétences et apporter une certaine puissance collective qui peut s'avérer nécessaire pour atteindre de nouveaux marchés.

ENCADRÉ 5 Formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE)

Le programme TREE est un programme de formation à base communautaire du BIT, mis en œuvre en Asie et en Afrique. Il promeut la génération de revenus et les opportunités d'emploi pour les femmes et les hommes désavantagés en leur procurant des compétences et des connaissances qu'ils peuvent utiliser dans leurs communautés. Sa stratégie fait intervenir la planification avec les institutions partenaires locales ; l'identification attentive des opportunités économiques et des besoins de formation au sein de la communauté ; la conception et la prestation de formations de compétences intéressant la communauté ; enfin, le soutien post-formation pour faciliter l'accès des élèves à l'auto-emploi.

Au Bangladesh, le programme TREE a encouragé les femmes à entrer dans des métiers non traditionnels tels que la réparation des appareils et des ordinateurs. L'approche a combiné des formations techniques et en gestion à des formations sur les enjeux sexospécifiques, ainsi que des sessions de sensibilisation aux sexospécificités pour les familles des apprenants, les communautés locales et les organisations partenaires. Dans les zones rurales du Pakistan, où les normes sociales ont restreint la participation des femmes aux formations en dehors de leurs foyers, des femmes personne-ressource sont venues dans les villages et ont formé les femmes en milieu rural à domicile. La progression des activités génératrices de revenus des apprenants a également engendré un plus grand respect pour les femmes au sein de leurs communautés et beaucoup ont fait l'expérience d'un accroissement de leur mobilité, de leur estime de soi et de leur émancipation socio-économique.

Source : BIT : *Manuel général sur la Formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE)*. http://www.ilo.org/skills/projects/WCMS_103528/lang-en/index.htm

Notes de fin de page

1 BIT. 2009. *Rapport VI : L'égalité entre hommes et femmes au cœur du travail décent*. Genève.

2 FAO. 2009. Burchi, F., De Muro, P. *Réduire l'insécurité alimentaire des enfants par l'enseignement des mères en milieu rural : le cas du Mozambique*. Rome.

3 UNICEF. 2007. *Call for equity. Women's decision making power*. New York.

4 Institut de statistique de l'UNESCO 2010. *Journée internationale de l'alphabétisation célébrée le 8 septembre à Paris*.

5 UNESCO. 2005. *Enseignement technique destiné aux filles marginalisées*. Paris.

6 Institut de statistique de l'UNESCO 2010. *ISU Statistics*

en bref. [données de 2007]. Montréal.

7 Nations Unies 2009. *Rapport 2009 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*. New York.

8 Quisumbing, A. 1996. *Male-female differences in agricultural productivity; Methodological issues and empirical evidence*. *World Development*, 24 (10):1579-1595.

9 BIT. 2008. *Rapport IV : Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté*. Genève.

10 FAO, 1997. Karl M. *Higher agricultural education and opportunities in rural development for women*. Rome. OECD, 2008. *Gender and Sustainable Development. Maximising the economic, social and environmental role of women*. Paris.

11 UNESCO. 2004. *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2003/4-Genre et éducation pour tous : le pari de l'égalité*. Paris

12 BIT. 2008. *Rapport V. Améliorer les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement*. Genève / et FAO <http://www.fao.org/er/en/> Rome.

13 FAO-FIDA-BIT. 2009. Jutting, J. and Morrison C. *Women, bad jobs, rural area: what can "SIGI" tell us?* Communication présentée à l'atelier FAO-FIDA-BIT sur les disparités, tendances et la recherche actuelle dans les dimensions sexospécifiques de l'emploi agricole et rural : des cheminements différenciés pour sortir de la pauvreté", 31 mars - 2 avril 2009. Rome.

14 IFPRI. 2009. *Citizen report card*. <http://www.ifpri.org/publication/agricultural-extension-ethiopia-through-gender-and-governance-lens>. Washington, DC

15 BIT. *Introductory guidebook on upgrading informal apprenticeship in Africa*. Genève, à paraître

16 FAO. 2009. Acker D. and Gasperini L. *Education for Rural People. The role of education, training and capacity development in poverty reduction and food security*. Rome.

17 BIT. 2009. *Donnons une chance aux filles. Lutter contre le travail des enfants : une clé pour l'avenir (Dossier de presse)*. Genève.

18 FAO UNESCO /IIEP. 2003. *Increasing the school enrolment of girls in Education for Rural Development, toward*

new policy responses. Rome and Paris.

19 FAO-FIDA-BIT. 2009. Hartl M. *Technical and vocational education and training (TVET) and skills development for poverty reduction - do rural women benefit?* Communication présentée à l'atelier technique FAO-FIDA-BIT sur les disparités, tendances et la recherche actuelle dans les dimensions sexospécifiques de l'emploi agricole et rural : des cheminements différenciés pour sortir de la pauvreté", 31 mars - 2 avril 2009. Rome.

20 FAO UNESCO /IIEP. 2005. *Indicateurs pour la planification de l'éducation pour les populations rurales : un guide pratique*, Rome et Paris.

CONTACTS

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Lavinia Gasperini : lavinia.gasperini@fao.org

Fonds international de développement agricole (FIDA) Maria Hartl : m.hartl@ifad.org

Bureau international du travail (BIT) James Windell : skills@ilo.org

Ce document d'orientation a été préparé par Tiina Eskola (pour le BIT) et Lavinia Gasperini (FAO)

Rédactrice en chef : Soline de Villard (FAO)

Coordination : Eve Crowley (FAO), Rosemary Vargas-Lundius (FIDA) et Loretta de Luca (BIT).